

L'UE "invite" le gouvernement du Burundi à des consultations à Bruxelles

@rib News, 22/10/2015 – Source AFP Droits de l'Homme: l'UE convie le Burundi à des consultations, suspension de l'aide à la démocratie au Burundi, secoué par une grave crise depuis le printemps, une procédure susceptible de conduire à la suspension de l'aide européenne, a-t-on appris jeudi de sources concordantes. Les 28 pays de l'Union européenne vont décider lundi d'envoyer un courrier au président burundais à l'occasion d'une réunion des ministres du Développement le même jour à Bruxelles, selon ces sources.

Dans cette lettre, la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, demande des consultations avec les autorités burundaises en vue "d'examiner la situation de façon approfondie et, au besoin, de prendre des mesures pour y remédier". Mme Mogherini propose de les organiser à Bruxelles "à une date à convenir d'un commun accord". "Le président a un mois pour y répondre et à l'issue, on engage des consultations pendant 120 jours pour traiter des sujets de préoccupation", a expliqué un diplomate. "Au cas où ça se passe mal, la sanction sera la suspension de la coopération", a-t-il ajouté, précisant toutefois que seule l'aide aux projets du gouvernement, et non celle apportée directement à la société civile, serait alors concernée. "Les consultations permettront au Burundi de présenter le programme du gouvernement, notamment en ce qui concerne les principes démocratiques, les droits de l'homme et la gouvernance", précise le courrier de Mme Mogherini. De telles consultations sur les atteintes à la démocratie, aux droits de l'Homme et à l'Etat de droit sont prévues par l'article 96 des accords de Cotonou, qui régissent la coopération entre l'UE et les pays de la zone ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique). Elles peuvent être demandées lorsqu'une des parties considère qu'un pays ne respecte pas ses engagements démocratiques. L'UE a adopté début octobre des sanctions contre quatre personnes au Burundi en raison de leur implication dans la répression de manifestants qui ont protesté depuis avril contre la réélection de M. Nkurunziza à un troisième mandat, et dans les violences contre des opposants et la société civile dans le pays.